



Conseil du développement industriel

Trente-neuvième session

Vienne, 22-24 juin 2011

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Activités et manifestations de l'ONUDI en rapport avec l'énergie et l'environnement

Activités et manifestations de l'ONUDI en rapport avec l'énergie et l'environnement

Rapport du Directeur général

Le présent document donne des informations sur un certain nombre de réunions internationales consacrées à l'énergie et à l'environnement qu'accueillera l'ONUDI au cours de la semaine du 21 juin 2011, en coopération avec les partenaires intéressés: le Forum de l'énergie de Vienne de 2011, la Réunion ministérielle sur l'énergie et l'industrie verte et la réunion du Cercle de Montevideo.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-4	2
II. Forum de l'énergie de Vienne de 2011.....	5-8	3
III. Réunion ministérielle sur l'énergie et l'industrie verte.....	9-11	4
IV. Réunion du Cercle de Montevideo	12-13	5
V. Mesures à prendre par le Conseil	14	6

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.



I. Introduction

1. En 1992, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet Planète Terre) a contribué à révolutionner les objectifs de développement mondiaux en introduisant la notion de "développement durable" comme cadre général fondé sur les trois piliers que sont la viabilité économique, la viabilité environnementale et la viabilité sociale. Cette notion a gagné en importance dans les années qui ont suivi, l'engagement mondial en faveur de la réduction de la pauvreté, consacré dans les objectifs du Millénaire pour le développement, ayant mis en évidence le fait que la création de richesses et le progrès social passaient nécessairement par la promotion de la croissance économique. Dans le même temps, face à la dégradation de l'environnement, à l'épuisement des ressources et aux changements climatiques, l'adoption d'approches durables de développement est devenue pressante. Un certain nombre d'initiatives ont ainsi été prises ces dernières années pour traduire en termes opérationnels la notion de développement durable dans divers cadres et processus internationaux notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, la Commission du développement durable créée à la suite du Sommet Planète Terre de 1992 et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

2. Conformément à son Acte constitutif et à sa déclaration de mission, l'ONUDI s'est attachée à contribuer activement et efficacement à réaliser l'objectif de développement durable en appuyant les efforts déployés par ses États Membres pour assurer la viabilité de leur développement industriel. En particulier, elle a encouragé un meilleur accès à l'énergie, se conformant ainsi à l'opinion largement admise qu'une disponibilité suffisante d'énergie était indispensable pour assurer le développement économique et la réduction de la pauvreté. Ce faisant, elle a mis l'accent sur la viabilité en donnant la priorité aux formes d'énergie renouvelables et à la promotion de l'efficacité énergétique. Cette démarche est entièrement conforme aux recommandations du Groupe consultatif sur l'énergie et le changement climatique du Secrétaire général de l'ONU qui était présidé par le Directeur général de l'ONUDI. Dans son rapport publié en avril 2010, le Groupe consultatif a demandé un engagement mondial en faveur de deux objectifs ambitieux mais réalisables en matière énergétique:

- a) Assurer un accès universel aux formes modernes d'énergie d'ici à 2030;
- b) Réduire l'intensité énergétique mondiale de 40 % d'ici à 2030¹.

¹ Les objectifs définis dans le rapport du Groupe consultatif sur l'énergie et le changement climatique, intitulé *Energy for a Sustainable Future*, et publié à New York le 28 avril 2010, peuvent se résumer comme suit:

1. Assurer un accès universel aux formes modernes d'énergie d'ici à 2030: fournir un accès universel à une énergie propre, abordable et à faible émission de gaz à effet de serre pour la cuisine, l'éclairage, le chauffage et le refroidissement, ainsi qu'à des fins productives, grâce à des technologies et à des systèmes énergétiques centralisés et décentralisés. Cet objectif, conforme à la nécessité de garantir un coût abordable aux pays et aux communautés pauvres, permettra aussi de leur assurer des moyens de subsistance durables.

2. Réduire l'intensité énergétique mondiale de 40 % d'ici à 2030: élaborer un programme relatif à l'efficacité énergétique coordonné à l'échelle internationale. Les efforts devraient viser essentiellement à donner aux pays les moyens nécessaires pour mettre en œuvre des politiques, marchés, modèles commerciaux, outils d'investissement et réglementations efficaces. Cet objectif devrait être réalisé en améliorant le taux moyen d'intensité énergétique mondiale de 2,5 % par an.

3. Tout en encourageant l'accès à une énergie durable, l'ONUDI s'est également employée à promouvoir des processus de production écoefficaces et plus propres, dans le dessein d'améliorer la compétitivité des bénéficiaires de ses projets en réduisant leurs déchets (et, partant, les dépenses qu'ils consacrent à leur traitement) et de réduire les pressions sur l'environnement occasionnées par leurs activités. À cet égard, elle a appuyé, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), un réseau international de centres nationaux pour une production plus propre, et encouragé l'adoption des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales dans nombre de ses programmes. Elle a également mis au point une approche en faveur de l'"industrie verte" qui vise à compléter les efforts déployés à l'échelle mondiale pour écologiser les processus économiques.

4. Dans ce contexte, l'ONUDI a décidé, avec les partenaires intéressés, d'accueillir à Vienne, au cours de la semaine du 21 juin 2011, un certain nombre de réunions de haut niveau distinctes mais thématiquement liées. Au cœur de ces réunions, le Forum de l'énergie de Vienne, prévu du 21 au 23 juin et considéré comme succédant à la Conférence de Vienne sur l'énergie qui avait eu lieu du 22 au 24 juin 2009 et qui avait permis d'obtenir d'excellents résultats. Ainsi conçu, le Forum de l'énergie de Vienne sera le point de départ d'une manifestation qui sera régulièrement organisée tous les deux ans. Il servira de plate-forme à une Réunion ministérielle sur l'énergie et l'industrie verte, au cours de laquelle les participants auront l'occasion d'examiner des questions fondamentales liées à l'accès à une énergie durable et au développement industriel, et de contribuer au processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), prévue à Rio de Janeiro (Brésil) du 4 au 6 juin 2012, et pour commémorer le vingtième anniversaire du Sommet Planète Terre de 1992. En outre, le Cercle de Montevideo, groupe influent de responsables politiques et de dirigeants d'entreprises, ainsi que de représentants d'organisations internationales d'Amérique latine, est également convenus de tenir sa réunion annuelle de 2011 dans le cadre général du Forum de l'énergie de Vienne. Les deux premières manifestations aborderont les problèmes rencontrés dans le cadre de l'accès universel à une énergie durable et l'intégration de l'industrie verte à la transition vers une économie verte, tandis que la troisième sera l'occasion d'examiner ces questions dans le contexte régional particulier de l'Amérique latine. Des informations générales et des mises à jour sur ces manifestations sont disponibles à l'adresse www.viennaenergyforum.org. Il est prévu de donner à des représentants de ces trois réunions et à d'autres participants de haut niveau l'occasion d'informer le Conseil des délibérations et des résultats des différentes réunions.

II. Forum de l'énergie de Vienne de 2011

5. Le Forum de l'énergie de Vienne se veut une plate-forme de réflexion sur les défis à relever au XXI^e siècle dans le domaine de l'énergie, l'idée de départ étant que l'absence d'un accès abordable aux systèmes énergétiques modernes détermine pour beaucoup de nombreux problèmes sociétaux comme la pauvreté, les changements climatiques, la sécurité, la santé ou les revenus. Il vise donc à réunir divers groupes d'acteurs de disciplines très variées – chefs d'État, décideurs, experts en énergie et représentants de la société civile et du secteur privé – pour étudier de manière intégrée les défis énergétiques qui se posent à l'échelle mondiale.

6. Il est prévu que le Forum, qui sera organisé conjointement par l'ONUDI, la Coopération autrichienne pour le développement (ADC) et l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIAAS), se tiendra régulièrement tous les deux ans. Il tirera parti de la dynamique créée par la Conférence de Vienne sur l'énergie tenue au Palais de la Hofburg à Vienne en juin 2009, à laquelle ont assisté 778 participants de 93 pays, dont 20 de niveau ministériel, des représentants et des spécialistes de l'énergie, ainsi que des représentants des organismes des Nations Unies, d'organisations bilatérales, du secteur privé, du milieu universitaire et d'organisations non gouvernementales régionales et internationales.

7. Le prochain Forum fera avancer le débat mondial sur l'énergie en mettant l'accent sur la pauvreté énergétique dans les pays en développement et sur les éléments de base nécessaires à l'élaboration d'une stratégie qui donne la priorité à l'accès à l'énergie. Les débats seront axés sur l'efficacité énergétique et la réduction de l'intensité énergétique mondiale, deuxième grand thème du Forum. Ils devraient déboucher sur des recommandations en faveur de la définition d'une feuille de route axée sur l'action et l'élaboration d'une architecture internationale visant à faciliter la réalisation des objectifs relatifs à l'accès universel à l'énergie et à la réduction de l'intensité énergétique proposés par le Groupe consultatif sur l'énergie et le changement climatique.

8. Dans ce contexte, le Forum sera également l'occasion de lancer l'initiative Global Energy Assessment (GEA), qui vise à définir un nouveau programme énergétique mondial pour un monde en mutation rapide et auquel participent plus de 500 scientifiques et spécialistes dans le monde. Le Forum devant se tenir près d'un an avant la Conférence Rio+20, son programme vise également à permettre un dialogue riche et multiforme sur les principaux points suivants qui recoupent étroitement ceux qui seront examinés à la Conférence Rio+20:

- a) Stratégies, politiques et solutions possibles pour décarboniser le système énergétique en faveur d'une économie verte et d'un accès universel aux vecteurs d'énergie modernes;
- b) Technologies et institutions permettant un approvisionnement en énergie propre;
- c) Investissement dans l'infrastructure et les institutions d'appui; et
- d) Financement des transformations à opérer dans le domaine énergétique au cours des prochaines décennies, l'accent étant particulièrement mis sur l'accès universel à l'énergie, la décarbonisation et le développement propre.

III. Réunion ministérielle sur l'énergie et l'industrie verte

9. Les questions énergétiques étant au cœur de tous les aspects du développement durable, en particulier du développement industriel, et la nécessité plus générale de promouvoir une utilisation rationnelle des ressources et une meilleure efficacité énergétique s'imposant également, une Réunion ministérielle sur l'énergie et l'industrie verte se tiendra en parallèle au Forum. Elle sera organisée en coordination avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies qui a été désigné pour assurer le secrétariat du processus préparatoire de la Conférence Rio+20. Elle sera l'occasion pour les décideurs des États Membres d'examiner les questions fondamentales ayant trait à l'énergie durable et

l'écologisation de l'industrie, éléments essentiels de la transition vers une croissance économique durable et à faible émission de carbone, et en particulier à la nécessité de dissocier croissance industrielle et intensité matérielle et énergétique, en vue de la Conférence Rio+20.

10. Pour examiner ces questions et défis, les débats ministériels porteront essentiellement sur les principales mesures nécessaires à prendre:

- a) Renforcer l'accès à l'énergie propre;
- b) Rationaliser l'utilisation de l'énergie dans le secteur industriel et améliorer l'efficacité énergétique;
- c) Promouvoir l'industrie verte en tant que partie intégrante de la transition vers une économie verte dans le cadre du développement durable et de la réduction de la pauvreté.

La réunion portera également sur les principaux défis à relever en ce qui concerne les politiques et cadres réglementaires d'appui, le financement et les technologies, le rôle des secteurs public et privé et la coopération internationale.

11. Un objectif important de cette réunion sera d'offrir aux États Membres une plate-forme pour échanger leurs vues et approches en matière de développement industriel, qu'ils pourraient juger utiles pour préparer au niveau intergouvernemental la Conférence Rio+20 et leurs consultations sur le document final prévu. Il est donc proposé que les ministres se réunissent en tables rondes les 21 et 22 juin pour échanger des informations sur les meilleures pratiques, les programmes et d'autres mesures propres à renforcer l'accès à l'énergie propre et l'écologisation du développement industriel. Il est également prévu que les participants adoptent un document soulignant l'importance de l'accès à une énergie propre aux fins du développement durable et reconnaissant le rôle de l'industrie verte dans le modèle économique vert. Ce document pourrait être utilisé pour éclairer les discussions préparatoires de la Conférence Rio+20.

IV. Réunion du Cercle de Montevideo

12. L'influent Cercle de Montevideo a également été invité à tenir à Vienne du 22 au 24 juin, sa réunion annuelle de 2011 en marge du Forum de l'énergie de Vienne et de la Réunion ministérielle sur l'énergie et l'industrie verte. Il offre à ses membres de renom un forum permanent de réflexion où sont examinés et recensés les stratégies et moyens susceptibles de promouvoir un développement industriel durable en Amérique latine. Parmi ses membres figurent d'actuels et d'anciens chefs d'État et de gouvernement, des décideurs, des universitaires, des chefs d'organisations internationales et des représentants de haut niveau du secteur privé.

13. Le Directeur général de l'ONUDI, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Gouvernement autrichien, a pris l'initiative d'inviter le Cercle de Montevideo à tenir sa session annuelle de 2011 à Vienne en même temps que d'autres réunions importantes prévues pour la semaine du 21 juin. Le Cercle de Montevideo contribuera grandement à promouvoir l'industrie verte et l'accès à une énergie durable avec la participation active de ses membres aux débats de haut niveau du Forum de l'énergie de Vienne et ses propres tables rondes sur les moyens de promouvoir l'industrie et l'énergie vertes dans le cadre du développement durable en Amérique latine. Les résultats de leurs

délibérations et le rapport final de leur réunion constitueront une contribution précieuse aux travaux que mène l'ONUDI dans ce domaine.

V. Mesures à prendre par le Conseil

14. Le Conseil voudra peut-être prendre note des informations figurant dans le présent document et des initiatives prises par l'ONUDI pour accueillir ces manifestations. Il voudra peut-être également encourager les efforts déployés par l'ONUDI pour promouvoir l'accès à une énergie durable qui est indispensable pour accélérer le développement, et pour intégrer son programme relatif à l'industrie verte dans la transition mondiale vers une économie verte dans le cadre du processus préparatoire de la Conférence Rio+20.
